

## Les vrais chiffres du commerce extérieur

Aude Martin, *Alternatives économiques*, 5 décembre 2017

La [façon traditionnelle de mesurer le commerce international](#) n'offre qu'une vision partielle des échanges, car elle ne permet pas de distinguer les apports propres de chaque pays, qui interviennent au cours des différentes étapes de production (conception, développement, assemblage, commercialisation etc.).

Avec l'éclatement mondial des processus de production s'est donc développée une nouvelle mesure des flux commerciaux, dite « en valeur ajoutée ». Cette méthode permet d'identifier les contributions stricto-sensu de chaque économie – leur valeur ajoutée nationale – en ne comptabilisant que la différence entre la valeur des biens ou des services qu'elles exportent et les consommations intermédiaires qu'elle ont dû importer pour produire ces biens ou services. En comparaison, l'approche traditionnelle comptabilise directement les montants exportés, sans prêter attention à la provenance des intrants utilisés.

Que nous apprend la comparaison de ces deux méthodes sur le commerce français ? Si le rôle relatif des secteurs d'activité dans le déficit de la balance des biens et services français varie peu d'une approche à l'autre, les déficits bilatéraux envers certains de nos principaux partenaires méritent d'être relativisés, explique la Direction générale du trésor, dans [une note publiée fin octobre](#).

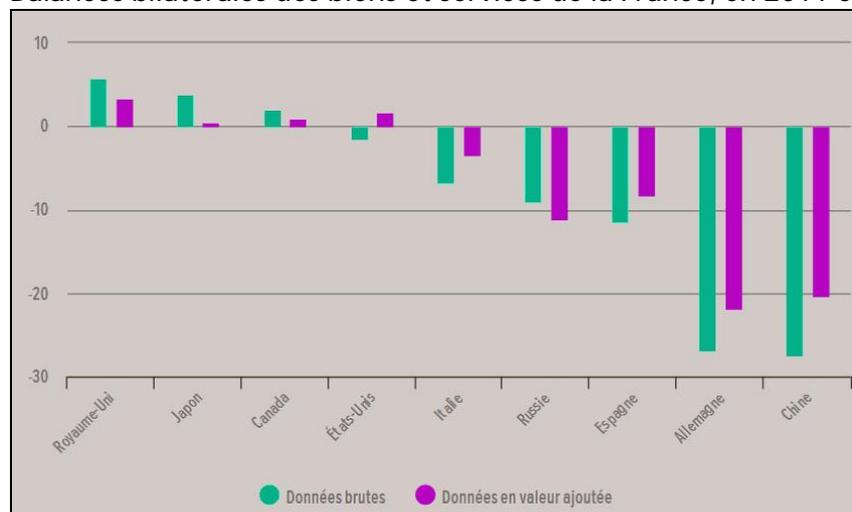
### *La France n'est pas si dépendante du marché européen*

Le déficit commercial de la France envers la Chine et l'Allemagne serait ainsi nettement moins important qu'il n'y paraît à première vue. La raison en est que les produits que la Chine et l'Allemagne exportent vers l'hexagone sont riches en composants importés de pays tiers.

A l'inverse, la France apparaît plus dépendante de la Russie, signe que les entreprises hexagonales exportent des produits riches en intrants étrangers vers ce partenaire. Enfin, la France semble moins dépendante de ses partenaires européens puisque, selon l'approche en valeur ajoutée, seul un tiers des exportations françaises en 2011 étaient orientées vers les principaux pays de l'Union européenne, contre la moitié si l'on s'en tient au mode de comptabilisation classique.

### La France n'est pas si dépendante de ses partenaires européens

Balances bilatérales des biens et services de la France, en 2011 en milliards de dollars



## Une intégration croissante dans les chaînes de valeur mondiales

L'approche en valeur ajoutée apporte donc un éclairage supplémentaire à la compréhension du commerce mondial. Si la part des exportations françaises en valeur ajoutée dans les exportations totales reste relativement élevée (voir graphique) – traduisant le fait que les produits exportés par la France ont un faible contenu en importations étrangères – la contribution intrinsèque des entreprises françaises aux exportations hexagonales recule depuis le milieu des années 1990.

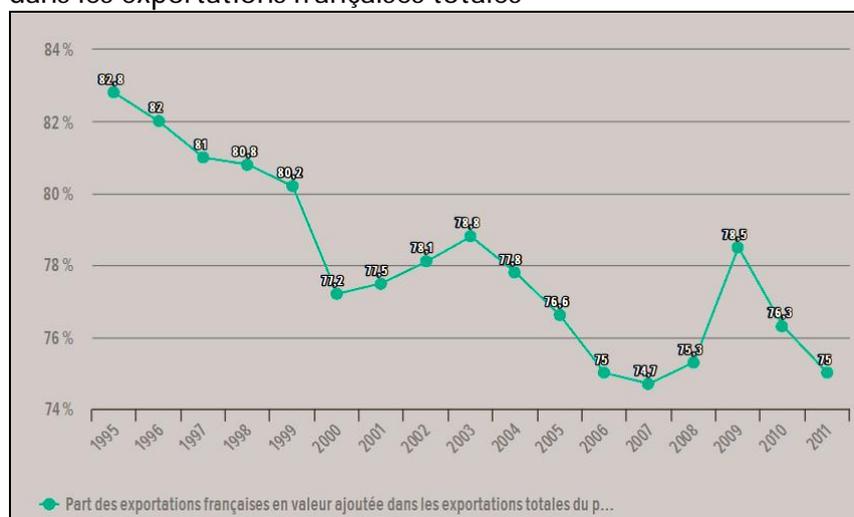
### Le contenu domestique des exportations françaises reste relativement élevé

Part des exportations en valeur ajoutée dans les exportations totales du pays, en %



### La contribution aux exports des entreprises françaises diminue

Evolution de la part des exportations françaises en valeur ajoutée dans les exportations françaises totales



« Les secteurs dont le contenu domestique des exportations est plus faible sont en premier lieu le secteur de la fabrication de produits pétroliers raffinés et de combustibles nucléaires (...). En second lieu, il s'agit du secteur de la construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transports », détaillent les auteurs.

Un fort contenu en importations dans un secteur n'est pas pour autant synonyme de déficit de compétitivité. La France dégage ainsi un excédent commercial dans le secteur aéronautique, alors même que le contenu en importations étrangères y est important. Signe

que ce secteur a su tirer profit de son insertion dans les chaînes de production mondiales. Le 100% *Made in France* ne saurait être l'alpha et l'oméga d'une politique de compétitivité.

*Innover pour se prémunir contre les chocs d'offre*

Il est cependant un indicateur plus pertinent. En analysant plus en détail le positionnement de la France dans les chaînes de valeur mondiales, il apparaît en effet que le contenu étranger des exportations nationales est supérieur au contenu français des exportations étrangères (25 % contre 22 %). A l'instar de pays d'Europe du Sud comme la Grèce, l'Italie, l'Espagne ou encore le Portugal, la France semble donc plus dépendante des matières premières extérieures que d'autres pays comme le Royaume-Uni ou les Etats-Unis.

« *La France aurait intérêt à mettre en œuvre des politiques favorisant l'innovation et la R&D. Ce faisant, elle se situerait sur des segments à forte valeur ajoutée (...), et serait moins vulnérable aux chocs d'offre* » pouvant affecter les pays qui lui fournissent des ressources, concluent ainsi les auteurs de l'étude. Ce n'est pas faute pourtant d'avoir essayé : des pôles de compétitivité au Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), en passant par le renforcement du Crédit impôt recherche, la France n'a pas hésité à y mettre les moyens depuis plus d'une décennie. Sans guère de succès jusqu'ici.